

**CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**DU 17 JUIN 2025**

**RAPPORT DE GESTION DE L'EXERCICE 2024**

**1. BILAN ACTIF**

en €	2024	2023
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	133 078	48 078
Immobilisations financières	2 493 266	2 353 865
Créances	1 479 581	1 310 166
Valeurs mobilières de placement	7 718 514	7 622 546
Disponibilités	8 760 320	9 412 222
Charges constatées d'avance	12 019	11 468
<b>TOTAL</b>	<b>20 596 778</b>	<b>20 758 345</b>

Le total de bilan s'élève à 20 596 778 € au 31 décembre 2024 contre 20 758 345 € au 31 décembre de l'année précédente, soit une *diminution de 0,77 %*.

**1.1. ACTIF IMMOBILISÉ**

Le logiciel de gestion des dons (Eudonet) constitue l'unique poste des immobilisations incorporelles. Au 31 décembre 2024, le logiciel est totalement amorti pour un montant total de 34 080€

Les immobilisations issues des legs et donations acceptés par la Conseil d'administration destinés à être cédées sont regroupées en Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés. La comptabilisation de ces biens résulte de l'application du Règlement ANC n°2018-06.

Les immobilisations financières sont constituées :

- des parts de la SCI Duguay Protection Sociale

Le Conseil d'administration a décidé de remplacer l'investissement immobilier sorti en 2016 (SCI "58 Breteuil") par un autre investissement immobilier. Cet investissement s'est fait également au travers d'une SCI (Société Civile Immobilière) dont les apports ont été réalisés à 50 % par la Mutuelle Saint-Martin (7

200 000,00 €), à 36 % par la Mutuelle Saint-Martin Action Sociale (5 184 000,00 €) et à 14 % par la Fondation Nationale pour la Protection Sanitaire et Sociale du Clergé de France (2 016 000,00 €).

La SCI « DPS Saint-Martin » au capital de 14 400 000,00 € a donc été créée le 7 juillet 2017 et la libération des apports est intervenu au fur et à mesure des besoins. A partir du 1<sup>er</sup> octobre 2019, la SCI DPS Saint Martin a pris possession de la première livraison des appartements acquis en VEFA (Vente en l'Etat Futur d'Achèvement). La seconde acquisition a été effectuée le 6 février 2020.

Au 31 décembre 2024, le capital de la SCI a été entièrement libéré.

La Fondation Nationale pour la Protection Sanitaire et Sociale du Clergé de France bénéficie de l'expertise quinquennale réalisée par la Mutuelle Saint-Martin dans le cadre de ses obligations (article R212-11 du Code de la Mutualité). Cette expertise fait l'objet d'une actualisation tous les ans effectuée par un cabinet agréé par l'ACPR (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution). Pour l'exercice 2024, la valeur de réalisation de l'immeuble s'élève à 19 540 000 euros. Les parts détenues par la Fondation Nationale pour la Protection Sanitaire et Sociale du Clergé de France sont ainsi estimées à 2 735 357 € au 31 décembre 2024.

- des prêts à caractère social accordés dont vous trouverez le détail, ci-dessous :

Libellé du prêt	Capital initial	TAUX	SOLDE 31.12.2023	Remboursement	SOLDE 31.12.2024
Abbaye Notre Dame de Bonne Espérance à Echourgnac	200 000	1,75%	21 597,20	21 597,16	0,04
Association Résidence Saint Loup	200 000	1,50%	98 899,79	13 505,37	85 394,42
Monastère de l'Annonciade à Thiais	100 000	1,25%	48 988,64	6 740,29	42 248,35
Association Diocésaine d'Orléans	300 000	1,25%	93 944,45	62 239,81	31 704,64
Association le Bon Pasteur à Nantes	100 000	0,75%	74 419,45	6 515,49	67 903,96
Sœur de la Providence	250 000	1,00%	0,00		250 000,00
<b>TOTAL</b>	<b>1 150 000</b>		<b>337 849,53</b>	<b>110 598,12</b>	<b>477 251,41</b>

Le montant initial des prêts s'élève à 1 150 000 € et la valeur nette comptable du capital restant dû à rembourser s'établit donc à 477 251 €.

## 1.2. ACTIF CIRCULANT

Les créances reçus par legs ou donations sont constituées par les legs ou donations acceptés mais non encaissés. Elles s'élèvent à 1 291 778 € au 31 décembre 2024.

Les autres créances sont constituées principalement par le solde en compte courant avec l'USM pour 184666€.

Les valeurs mobilières de placement sont composées du portefeuille-titres pour un montant net de 7 718514€ et de deux contrats de capitalisation pour un montant global de 1 424 086 €.

Au 31 décembre 2024, la répartition du portefeuille titres entre l'OPCVM diversifié Duguay Protection Sociale et l'OPCVM actions Ethica est de 62.06 % / 37.94 %.

Le FCP Ethica termine l'année sur une plus-value latente de 640 000 € ainsi que le FCP Duguay Protection Sociale qui affiche une plus-value latente de 248 119 €.

Aucune opération de « vendu/acheté » n'a été réalisée sur l'exercice 2024.

Outre ces deux OPCVM, le portefeuille-titres comporte ponctuellement quelques lignes reçus de donateurs qui n'ont pas vocation à rester durablement dans le portefeuille. Sur la position encore présente au 31 décembre 2024 (Kering, Air Liquide, LVMH, Hermes et Safran), une plus-value latente de 200 943 € est constatée.

Les disponibilités sont constituées des comptes courants, des livrets d'Epargne et d'un compte à terme.

Le compte à terme ouvert à la Société Générale a fait l'objet d'un remboursement en mars 2024.

	31/12/2024	31/12/2023
<b>Comptes courants ordinaires</b>		
HSBC	2 153 452,42	1 725 429,28
Crédit Mutuel	46 799,39	46 874,35
Société Générale (anciennement Crédit du Nord)	1 205 033,81	1 686 989,80
<b>Livrets d'épargne</b>		
Crédit Mutuel - Livret Bleu	91 043,54	88 391,79
Crédit Mutuel - Livret Partenaire Association	6 900,32	6 765,02
Société Générale (anciennement Crédit du Nord) - Livret Association	2 617 168,20	2 527 560,64
<b>Comptes à terme</b>		
Crédit Mutuel - TONIC PLUS ASSOCIATION	2 500 000,00	2 500 000,00
Société Générale - CAT ECH 25022024	0,00	750 000,00
Intérêts courus/Coupons courus	139 922,00	80 211,00
<b>TOTAL</b>	<b>8 760 319,68</b>	<b>9 412 221,88</b>

Les charges constatées d'avance enregistrent des charges facturées en 2024 dont la prestation ne sera réalisée que sur l'exercice 2025 (maintenance du logiciel de gestion des dons).

## 2. BILAN PASSIF

en €	2024	2023
Fonds propres	13 145 699	13 492 507
Fonds reportés et dédiés	5 495 052	5 178 448
Provisions	0	0
Dettes	1 956 027	2 087 390
<b>TOTAL</b>	<b>20 596 778</b>	<b>20 758 345</b>

### 2.1. Les Fonds propres :

La dotation de la Fondation s'élève à 2 023 069 €. Pour rappel, et en application de l'article 10 alinéa c des statuts et suite au résultat bénéficiaire de l'exercice 2021, il avait été procédé à une affectation de 56 436 € à la dotation.

Sur l'exercice 2024, le résultat bénéficiaire de 167 246 € a été affecté en report à nouveau conformément à la décision de conseil d'administration de juin 2024.

### 2.2. Les fonds reportés et dédiés

Les fonds reportés correspondent aux legs et donations acceptés mais non encaissés en fin d'exercice. Ils passent de 1 089 336 € au 31 décembre 2023 à 1 430 644 € au 31 décembre 2024.

Les fonds dédiés correspondent aux dons reçus en faveur des diocèses et institutions religieuses, et dont l'emploi n'a pas encore été justifié en fin d'exercice. Ils passent de 4 089 111 € au 31 décembre 2023 à 4 064 408 € au 31 décembre 2024.

### 2.3. Les dettes

Elles comprennent les positions suivantes :

Le poste fournisseurs pour un montant de 39 037 € correspond à des factures dont le règlement n'interviendra qu'en 2025 ; il était de 228 030 € en 2023. Cette diminution est due au process de gestion des prestataires mis en place en juillet (centralisation des factures).

Les dettes des legs et donations correspondent au passif des successions acceptées et non réglées au 31 décembre (16 523,50 €) ;

Les charges à payer s'élèvent à 1 900 465 € et sont composées par les subventions accordées et dont le versement est conditionné par la présentation de factures acquittées.

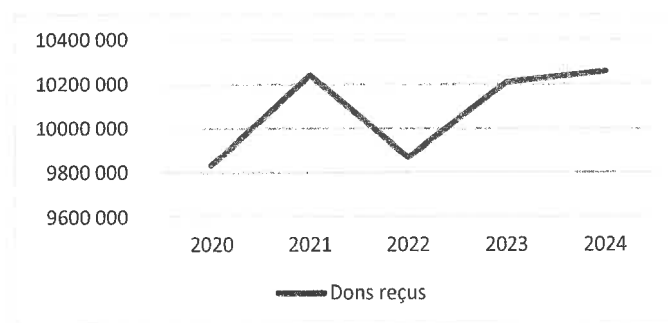
### 3. LE COMPTE DE RESULTAT

#### 3.1. LES PRODUITS D'EXPLOITATION

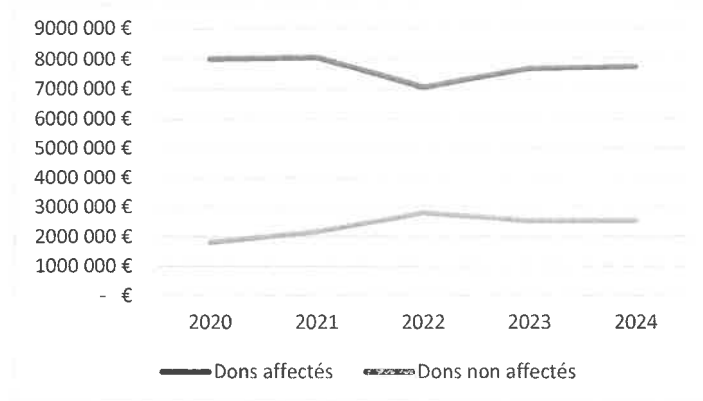
en €	2024	2023	Variation
Dons	10 258 695	10 209 613	49 082
Legs, donations et assurance-vie	881 251	860 529	20 723
Reprise sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	0	0	0
Utilisation des fonds reportés et dédiés	3 103 790	3 597 815	-494 026
Autres produits	3	9 067	-9 064
<b>TOTAL</b>	<b>14 243 739</b>	<b>14 677 024</b>	<b>-433 285</b>

Les produits d'exploitation sont composés essentiellement des dons liés à la générosité, des legs et des fonds reportés.

Les dons augmentent de 0,48 % entre 2023 et 2024 passant de 10 209 613 € à 10 258 695 € :



Si les dons affectés ont été touchés par la réforme de l'Impôt Sur la Fortune en Impôt sur la Fortune Immobilière, les actions en propres de la Fondation continuent à susciter le soutien d'un nombre croissant de donateurs qui se traduit par un maintien des dons non affectés :



Les legs acceptés passent de 860 529 € en 2023 à 881 251 € avec la répartition suivante entre legs affectés et legs non affectés :

	2024	2023	Variation
Legs affectés	12 495 €	40 €	30766%
Legs non affectés	868 757 €	860 488 €	1%
<b>Total</b>	<b>881 251</b>	<b>860 529</b>	<b>2%</b>

### 3.2 LES CHARGES D'EXPLOITATION

en €	2024	2023	Variation
Aures achats et charges externes	878 501	857 914	20 587
Actions sociales	3 269 577	3 114 576	155 001
Dons reversés	7 337 688	7 361 548	-23 860
Legs et assurance-vie reversés	0	0	0
Legs acceptés non encaissés	616 700	635 949	-19 249
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	0	0	0
Reports en fonds dédiés	2 803 694	2 953 345	-149 652
Autres charges	6 230	5 217	1 013
<b>TOTAL</b>	<b>14 912 390</b>	<b>14 928 549</b>	<b>-16 159</b>

Les autres achats et charges externes (878 501 €), se décomposent principalement :

- des frais pour la conception, la confection, l'impression et le routage des plaquettes d'appel public à la générosité ainsi que les frais pour la conception et la réalisation des spots radiophoniques et télévisuels et des insertions dans les publications (358 464 €),
- les maintenances, droits d'utilisation et abonnements du logiciel Eudonet (13 628 €),
- de la quote-part dans les frais de gestion 2024 de l'Union Saint-Martin (469 684 €),
- des honoraires du Commissaire aux comptes et d'avocat (9 650 €),
- des frais de réunions et de déplacements (8 169 €),

Pour mémoire, nous vous rappelons que la Fondation ne dispose ni de personnel, ni de locaux, ni de matériel et que ceux-ci lui sont fournis par l'Union Saint-Martin. La convention d'assistance technique et administrative

signée entre les deux parties définit les obligations de chacun ainsi que les modalités de calcul, à l'euro près, de la quote-part de la Fondation dans les frais de gestion de l'Union Saint-Martin.

Elles s'appuient sur les quatre piliers suivants :

les salaires et charges pour le personnel,

la reprographie,

l'affranchissement

et un dernier pilier constitué de l'ensemble des autres charges non incluses dans les trois premiers piliers. Ce dernier pilier est réparti selon des clés propres au CODIR établies en fonction de l'exacte répartition du temps de direction qu'il consacre auprès de chaque entité.

Pour ce faire, des compteurs ont donc été mis en place afin de connaître les volumes de photocopie et de timbrage réalisés par les entités adhérentes à l'Union Saint-Martin et les salariés de l'Union Saint-Martin indique la répartition de leur temps de travail entre chaque entité via l'outil de gestion du temps et des activités (NIBELIS).

Pour l'exercice 2024, la quote-part de la Fondation dans les frais de gestion de l'Union Saint-Martin est de 14.13 %, soit 469 684 € contre 12,72 %, soit 433 827 € en 2023.

Les quotes-parts de générosités reversés (7 337 688 €) sont composées, pour la majorité des demandes, de la prise en charge totale ou partielle des cotisations sociales des régimes obligatoires (CAVIMAC notamment) ou facultatifs (Mutuelle Saint-Martin par exemple) ou, dans une moindre mesure, de toutes autres dépenses rentrant dans l'objet de la Fondation, à partir des dons et legs reçus en faveur des diocèses et des institutions religieuses.

Depuis le 30 juin 2004, l'intervention de la Fondation se fait par un versement aux diocèses et institutions religieuses sur production d'une attestation sur l'honneur de l'emploi des fonds conforme à l'objet de la Fondation. Dans un souci d'une meilleure efficacité de l'action de la Fondation, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2010, les diocèses et institutions religieuses doivent justifier, pour les dons annuels supérieurs à 25 000 euros, les dépenses engagées par l'envoi, en complément de l'attestation sur l'honneur, des copies des pièces comptables venant à l'appui de leurs demandes.

Les actions sociales (3 269 577 €) sont composées des aides apportées aux diocèses :

Dans le cadre du « Fonds de soutien aux diocèses pour le règlement de leurs cotisations sociales » et sur présentation d'un dossier préparé par la Conférence des Evêques de France, accordée par la Commission d'Entraide Sociale du 15 septembre 2024. Le montant s'élève à 1 800 000€ pour 2024.

Mais aussi d'autres subventions accordées dans le cadre de projet prédéfinis :

Montants des subventions accordées par la Commission d'entraide Sociale du 18 mars 2024 :

- 100 000€ à la demande du Monastère de la Visitation (13) pour la construction d'une infirmerie.
- 21 975€ à la demande de l'Abbaye Notre Dame de Bonne Espérance (24) dans le cadre du remboursement de la dernière échéance de prêt souscrit en 2012
- 150 000€ à la demande de la Fraternité Monastique des Sœurs de Jérusalem (67) pour le financement de travaux et de réaménagement du lieu de vie.
- 88 692€ à la demande de l'Association Notre Dame de la Joie (EHPAD de Chartres) pour des travaux de remplacement du système d'appel pour les malades et une subvention de 60 000€ pour l'EHPAD de Dijon pour l'acquisition de 30 lits médicalisés
- 18 135€ à la demande du Carmel de Pontoise (95) pour des travaux de réaménagement d'une chambre avec accès PMR.

Montants des subventions accordées par la Commission d'entraide Sociale du 14 juin 2024 :

- 10 000€ à la demande de la Carmel de Muret (33) pour le financement d'une formation à l'IFHIM (Institut de Formation Humaine de Montréal)
- 50 000€ à la demande de l'Abbaye Saint Paul (62) pour la création d'une infirmerie comprenant 3 chambres médicalisées avec salle de bains aux normes PMR
- 15 000€ à la demande de la Fraternité Monastique de Jérusalem (75) pour l'installation d'un monte escalier.
- 39 740€ à la demande de l'ANDJ (EHPAD de Dijon) pour l'acquisition de 20 lits médicalisés
- 20 000€ à la demande de l'abbaye Sainte Scholastique (81) pour la rénovation de l'ascenseur.

Montants des subventions accordées par la Commission d'entraide Sociale du 13 septembre 2024 :

- 12 000€ à la demande du Diocèse de Nice (06) pour des travaux d'aménagement d'une salle de bain et sanitaires aux normes PMR.
- 8 724€ à la demande de la Communauté Petites Sœurs de Nazareth (07) pour des travaux d'aménagement d'un monte escalier
- 10 000€ à la demande du Carmel de Muret (31) pour des travaux d'isolation et de rénovation de l'appartement de l'Aumonier
- 12 300€ à la demande du Monastère des Bénédictines (64) pour des travaux de mises en conformité et rénovation de l'ascenseur
- 45 000€ à la demande de l'Association Saint Joseph (64) pour l'acquisition de lits médicalisés
- 80 000€ à la demande de l'Eparchie Ukrainienne Saint Volodymyr (75) pour une aide à cotisations sociales
- 150 000€ à la demande du Carmel Sainte Thérèse (94) pour des travaux de mise en sécurité et de consolidation des bâtiments suite à des travaux de géothermie
- 5 000€ à la demande du Diocèse d'Ajaccio (20) pour l'achat et l'installation de la climatisation dans l'appartement du père Pietri âgé de 95 ans.

Montants des subventions accordées par la Commission d'entraide Sociale du 28 novembre 2024 :

- 100 000€ à la demande de l'Abbaye Sainte Marie du Rivet (33) pour des travaux de rénovation de l'aumônerie (isolation, mise aux normes électriques, création de sanitaires, réfection des peintures et du sol, suppression de la cheminée)
- 15 000€ à la demande de l'Association Saint Joseph (64) pour la mise en place d'un système d'appel géolocalisé par montre concernant les résidents de l'EHPAD de Sainte Marie
- 9 000€ à la demande du Monastère des Dominicains (65) pour une aide exceptionnelle à cotisations sociales
- 80 000€ à la demande de l'Association CORREF et Compagnie (75) pour une aide au financement et à la gestion de l'Association (site internet, études et conseils, salaires)
- 200 000€ à la demande du Monastère Notre Dame de Bethléem (77) pour des travaux de création d'une infirmerie aux normes PMR, d'une cuisine et d'un local buanderie
- 60 000€ à la demande de l'Association Diocésaine de Poitiers (86) pour des travaux d'adaptation du presbytère (installation d'un ascenseur et aménagement du lieu de vie aux normes PMR).

Les reports en fonds reportés (616 700 €) et en fonds dédiés (2 803 694 €) correspondent aux legs acceptés et non encaissés en fin d'exercice et aux dons reçus en 2024 en faveur des diocèses et institutions non utilisés.

Il n'a pas été réglé d'impôts sur les sociétés puisque, depuis 2006, les fondations reconnues d'utilité publique qui respectent les critères de non-lucrativité, ce qui est notre cas, en sont exonérées (article 206-5 du Code Général des Impôts).

## 3.3 LES PRODUITS FINANCIERS

en €	2024	2023	Variation
De participation	40 230	49 211	-8 980
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	284 185	188 206	95 979
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	2 909	184 262	-181 354
<b>TOTAL</b>	<b>327 324</b>	<b>421 679</b>	<b>-94 355</b>

Les produits financiers sont constitués des :

- revenus de participation correspondant à la quote-part de l'affectation du résultat de la SCI DPS pour 40 230€ (49 211€ en 2023),
- intérêts des valeurs mobilières et de l'actif immobilisé composés des :
  - dividendes des actions pour 23 801€,
  - intérêts des comptes courants pour 45 131 €
  - intérêts des deux contrats de capitalisation pour lesquels les intérêts nets attribués pour l'exercice ont été respectivement de 0,26 % et 3,19 %, pour un montant global de 33 996€
  - des intérêts des comptes sur livret et à terme pour 175 720€
  - des revenus des prêts pour 5 536€

## 3.4 LES CHARGES FINANCIERES

en €	2024	2023	Variation
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisios	5 481	2 909	2 572
<b>TOTAL</b>	<b>5 481</b>	<b>2 909</b>	<b>2 572</b>

Les charges financières correspondent à la provision pour dépréciation du titre Kering dont la valeur boursière au 31/12/24 est de 3 812€ et la valeur comptable de 9 293€.

Déduction faite des charges financières (5 481 € en 2024 contre 2 909 € en 2023), le résultat financier de l'exercice 2024 est de + 321 843 € contre + 418 771 € pour l'exercice précédent. Cet écart s'explique par la reprise, en 2023, de la provision pour dépréciation antérieurement constituée.

## 1. RESULTAT

Les charges (14 917 870.98 €) étant supérieures aux produits (14 571 063.09 €), le résultat de la période affiche une valeur négative de 346 807.89 €.

**AFFECTATION DU RESULTAT**

En application de l'article 10 alinéa c des statuts de la Fondation :

**ARTICLE 10**

*La dotation comprend :*

- a) *Une somme de 5 412 237 euros placée en valeurs mobilières cotées en Bourse de Paris.*
- b) *Le produit des libéralités autorisées sans affectation spéciale.*
- c) *Le dixième au moins de l'excédent des ressources annuelles.*

il est proposé l'affectation suivante pour le résultat de l'exercice 2024 :

Dotation pérenne (0 %)

0 €



---

Report à nouveau (100 %)	- 346 807.89 €
Résultat de l'exercice 2024	- 346 807.89 €

Compte tenu de cette affectation, les fonds propres de la Fondation seront les suivants :

Dotation pérenne représentative d'autres actifs inaliénables	2 039 793,86 €
Report à nouveau	11 105 904.97 €
Fonds propres	13 145 698.83 €

**EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE**

Néant

Le Président du Conseil d'administration

CG 80

